

pris nous en a acheté pour \$5,890,000. L'honorable député (M. Kyte) a émis ensuite une fausseté économique lorsqu'il a dit que les ressources naturelles de notre pays devaient être dépensées par la population d'aujourd'hui et non pas par celle de l'avenir. Cette politique est-elle sage? Vivons-nous seulement pour nous-mêmes et pour le présent; ne devons-nous pas nous occuper de la postérité; allons-nous gaspiller ce que la nature nous a donné et laisser aux générations futures un pays désert. Monsieur l'Orateur, cette politique sera le suprême de la folie. Je dis qu'un peuple sage et intelligent, ici ou ailleurs, dira: Notre devoir est de nous servir économiquement des dons de la nature, non pas de les gaspiller et de les détruire, mais d'économiser ce dont nous n'avons pas réellement besoin pour ceux qui viendront après nous. Voilà, monsieur l'Orateur, quel est notre véritable devoir envers nous-mêmes et envers le pays.

L'honorable député (M. Kyte) nous a dit ensuite que cette réciprocité donnerait aux Provinces maritimes un marché pour leurs pommes de terre. On lui demanda quelle quantité de pommes de terre avait été expédiée des Provinces maritimes l'année dernière, et il ne put répondre, bien qu'il se soit risqué à affirmer que le commerce interprovincial de pommes de terre valait bien peu ou presque rien. Or, le fait est que l'on dépense dans les provinces de Québec et d'Ontario de grandes quantités de pommes de terre des Provinces maritimes, et il y a trois ans, lorsque j'étais à Winnipeg, on m'a dit que la plus grande partie des pommes de terres que l'on mangeait dans cette ville, venait de l'île du Prince-Edouard.

L'honorable député me permettra de lui rappeler que l'année dernière les Etats-Unis ont vendu au Canada pour \$52,597 valant de poulets, tandis que le Canada n'en a vendu sur le grand marché américain de 95,000,000 d'âmes que pour \$3,576. En présence de ces chiffres les éleveurs canadiens n'espéreront pas gagner beaucoup de cette convention douanière, et au sujet des pommes de terre, qui d'après l'honorable député doivent trouver un marché aussi avantageux chez cette population de quatre-vingt-quinze millions d'âmes, celle-ci ne nous en a acheté que pour \$36,710.

Quel avantage immense ce sera pour les néo-écossais d'avoir ce marché pour leurs pommes de terre.

L'hon. M. PUGSLEY: Il est étonnant que les Etats-Unis nous en ait acheté autant encore, avec un droit de 25 cents le boisseau.

M. SPROULE: Je m'étonne qu'ils nous en aient même acheté quelques boisseaux. Les américains achètent toujours juste ce dont ils ont besoin, et il n'est pas proba-

ble qu'ils soient assez généreux dans l'avenir pour nous en acheter plus qu'ils l'ont fait dans le passé. Ils n'achètent que ce qu'il leur convient. D'après le tableau du commerce des Etats-Unis, je vois que ce pays a exporté au Canada l'année dernière pour \$213,554 valant de pommes de terre, tandis qu'ils ne nous en ont acheté que pour \$36,000 valant. Où seraient les pauvres Néo-Écossais si le droit était enlevé de nos pommes de terre, et si nos marchés étaient libres pour les américains? Je crois qu'ils seraient dans une situation pire qu'aujourd'hui. Le cultivateur canadien a aussi des œufs à vendre, et où les vendra-t-il? Les quatre-vingt-quinze millions des Etats-Unis ne nous ont acheté l'année dernière que pour \$12,500 valant d'œufs tandis que nous leur en avons acheté pour \$117,517. Quel grand avantage ce sera pour les cultivateurs canadiens et leurs femmes d'avoir des œufs à vendre, lorsqu'ils découvriront qu'il leur faudra soutenir la concurrence sur leur propre marché contre l'importation de deux ou trois fois plus d'œufs américains, lorsque les droits seront enlevés. La même chose est vraie au sujet des chevaux et du fromage.

Le ministre des Finances a allégué comme justification de ce traité que les deux partis politiques du Canada s'étaient déclarés favorables à une proposition de ce genre depuis 1866 lorsque l'ancien traité de réciprocité a été aboli. A mon avis, il ne connaît pas beaucoup l'histoire et ne rapporte pas les faits bien exactement. Le Canada, a-t-il dit, a eu des années prospères tant qu'a duré le traité de 1854 à 1866, et il a présumé que cette prospérité était due au trafic. Je demanderai à ceux qui connaissent un peu l'histoire de ce temps-là de dire si cela est vrai. Je le nie de la façon la plus formelle.

Qu'est-ce qui nous a donné la prospérité dont nous avons joui de 1854 à 1856 ou 1857? C'était la guerre de Russie qui faisait monter le prix de tout ce que nous avions à vendre. Nous vendions le blé pris dans la grange \$2 le boisseau, et tout le reste à des prix comparativement aussi élevés. Après cela, pendant quelques années, malgré le traité de réciprocité, nous avons eu de mauvaises années. Les prix sont allés en diminuant jusqu'en 1861, lorsque la guerre américaine a été déclarée et les bonnes années sont revenues alors. Pourquoi avons-nous eu ces bonnes années? Le ministre des Finances dit que c'est à cause du traité de réciprocité. Pas du tout. C'est parce que cinq millions d'âmes aux Etats-Unis avaient abandonné de cultiver pour lutter pour leurs droits, et que ce pays était obligé de s'approvisionner dans d'autres, et c'est ce qui fait que tout devient énormément plus cher. Je demeurais aux Etats-Unis en 1866, et je me rappelle les prix élevés que nous étions obligés de